

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 2

FEVRIER 2025

14^{ème} année

Contrôles éclairs 2025

Source : SIRS

Plan d'action lutte contre la fraude sociale 2025-2026

Ce plan est une mise en œuvre concrète du Plan stratégique 2022-2025 et est le fruit d'une contribution active et constructive de divers services et institutions fédéraux et régionaux.

Il est construit autour de 7 objectifs stratégiques et comprend toute une série d'actions pour lutter contre la fraude liée au dumping social, aux cotisations et aux prestations sociales, tout en assurant le financement de la sécurité sociale.

Étant donné que ce plan a été élaboré pendant la période où le gouvernement sortant ne peut que gérer les affaires courantes, il ne comprend pas d'actions politiques.

Les éléments clés du plan comprennent entre autres le fonctionnement par programme pour lutter contre la fraude sociale, le mix d'interventions avec une attention à toutes les phases de la chaîne d'exécution, une attention aux conditions de travail et au bien-être au travail, une coopération étendue et le renforcement des capacités.

Objectifs stratégiques

1. **Réduire la fraude sociale** et le dumping social en renforçant la coopération européenne et internationale ;
2. **Assurer la compétitivité** de nos entreprises et garantir ainsi une concurrence loyale ;
3. **Créer un marché du travail** inclusif qui garantit la **sécurité et la santé** au travail pour tous les travailleurs ;
4. **Renforcer les services d'inspection** pour leur assurer une plus grande capacité d'action et un plus grand impact ;
5. **Simplifier l'administration** (y compris la numérisation), la législation et améliorer l'information pour accroître la transparence, prévenir les irrégularités involontaires et lutter contre l'ingénierie sociale ;
6. **Augmenter le risque d'être pris** et améliorer l'efficacité des sanctions ;
7. **Prévention** de la fraude sociale.

Contrôle éclair « Transport-déménagement-Taxis » Février 2025

En 2025, les contrôles éclairs suivants seront organisés :

- **Février :** transport- déménagement-taxis
- **Avril :** HORECA
- **Juin :** secteur de la construction (y compris le métal et l'électrotechnique)
- **Août :** soins de beauté (en particulier les salons de manucure)
- **Octobre :** secteur de la viande
- **Décembre :** secteur du nettoyage



TABLE DES MATIERES

Page 1

Contrôles éclairs 2025

Pages 2 et 3

Interdiction d'exposition des produits du tabac

Page 4

Saisies et cessions : montants 2025

DATES IMPORTANTES

- Pour le 5 février : paiement de la provision ONSS.
- Pour le 20 : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels et de l'éventuel acompte pour les assujettis trimestriels.

INDICE DE JANVIER 2025

BASE	INDICE SANTE
2013	135,52
2004	163,67
1996	186,20



SIRS
SERVICE D'INFORMATION
ET DE RECHERCHE SOCIALE

Interdiction d'exposition des produits du tabac

Source : SPF Santé

Que signifie l'interdiction d'exposition ?

L'interdiction d'exposition, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 2025, signifie que les produits de tabac ne peuvent plus être visibles dans le point de vente, mais également de l'extérieur du point de vente.

Un produit du tabac peut être présenté à la demande directe et spécifique d'un client majeur. Le détaillant doit s'assurer que seuls les produits demandés par le client lui soient présentés et que les produits non achetés soient rangés dans le lieu de stockage avant de terminer la vente.

Produits visés par l'interdiction

Tous les produits de tabac, c'est-à-dire :

les produits à base de tabac :

- Cigarettes
- Tabac à rouler
- Tabac à pipe
- Tabac à pipe à eau
- Cigares et cigarillos
- Tabac à mâcher
- Tabac à priser
- Nouveaux produits à base de tabac

et les produits similaires :

- Produits à fumer à base de plantes
- Cigarettes électroniques
- E-liquides avec et sans nicotine
- Appareils
- Pipe à eau
- Pipe
- Tubes
- Filtres
- Papiers à cigarettes...

En pratique

A Les détaillants peuvent mettre les produits de tabac dans des armoires, dans des tiroirs, dans des conteneurs/récipients fermés au-dessus ou en-dessous du comptoir, derrière des rideaux ou des portes coulissantes, derrière des vitres opaques, etc. Les produits ne peuvent donc plus être exposés en vitrine.



B Le lieu de stockage doit être neutre et sobre (pas d'images, pas d'effet lumineux ou sonores, pas de miroir, pas de mention de marque, etc.).



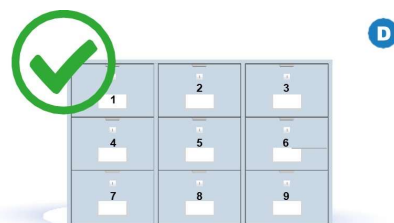
Interdiction d'exposition des produits du tabac - suite

Source : SPF Santé

- C** Les produits doivent être rangés de façon neutre de sorte qu'aucun produit ne soit mis en avant lors de l'ouverture du lieu de stockage.



- D** Le lieu de stockage peut être étiqueté afin de permettre au personnel de localiser et de récupérer plus facilement le bon produit de tabac. Vous pouvez utiliser des chiffres noirs ou blancs sur l'extérieur de l'unité de stockage pour indiquer l'emplacement des produits de tabac à l'intérieur.



- E** Le lieu de stockage ne peut être mis en avant, se démarquer du reste du point de vente.

- F** Le lieu de stockage ne peut être ouvert que par les membres du personnel du magasin.



- G** Le lieu de stockage doit être fermé directement après utilisation (après la prise des produits demandés).

- H** L'entretien du lieu de stockage ainsi que le réassortiment de celui-ci doivent se faire en dehors des heures d'ouverture si ceux-ci sont visibles pour les clients.



- I** Le lieu de stockage ne peut contenir que des produits de tabac, lorsque celui-ci est visible pour les clients.



Saisies et cessions : montants 2025

Source : Moniteur Belge



Quotité cessible /saisissable des revenus du travail

La quotité cessible ou saisissable des revenus du travail est déterminée sur base des tranches et plafonds de rémunérations suivants :

Plafonds de rémunération nette	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie de la rémunération inférieure ou égale à 1.388 €	Néant
Sur la partie de la rémunération située entre 1.388,01 € et 1.492 €	20 % (= max. 20,80 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.492,01 € et 1.646 €	30 % (= max. 46,20 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.646,01 € et 1.800 €	40 % (= max. 61,60 €)
Sur la partie de la rémunération supérieure à 1.800 €	Tout

En conséquence, un travailleur dont la rémunération nette mensuelle est supérieure à 1.800 € pourra conserver, en cas de saisie ou de cession, en tout cas une somme de 1.671,40 €. Tout ce qui dépasse ce montant peut être saisi ou cédé.

Lorsque, outre sa rémunération mensuelle, le travailleur perçoit des sommes qualifiées de « prestations sociales » (dénommées aussi revenus de remplacement), ces dernières sont cumulées avec la rémunération et sur ce montant cumulé s'appliquent les tranches et plafonds de rémunération dont question ci-dessus. Par prestations sociales, on entend par exemple : des allocations de chômage ou allocations payées par un Fonds de sécurité d'existence, des indemnités d'incapacité de travail, etc.

Quotité cessible /saisissable des revenus de remplacement

Si le travailleur ne perçoit que des revenus qualifiés de « prestations sociales », la quotité cessible ou saisissable est déterminée comme suit :

Plafonds de revenu de remplacement net	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie du revenu inférieure ou égale à 1.388 €	Néant
Sur la partie du revenu située entre 1.388,01 € et 1.492 €	20 % (= max. 20,80 €)
Sur la partie du revenu située entre 1.492,01 € et 1.800 €	40% (= max. 123,20 €)
Sur la partie du revenu supérieure à 1.800 €	Tout

Si le montant net de ce revenu de remplacement dépasse donc 1.800 €, le travailleur qui fait l'objet d'une saisie/cession, percevra en tout cas 1.656 €, soit moins que s'il s'agissait d'un revenu du travail "ordinaire".

Majoration pour enfants à charge

Ces montants peuvent être augmentés de 86 € par enfant à charge.

Pension alimentaire

Les limites précisées ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque la saisie ou la cession a pour objet le recouvrement d'une pension alimentaire.